



Note de positionnement

Le piège des coûts indirects : quand le système empêche la marche vers la localisation effective de l'aide en RDC

Kinshasa, 28 mai 2026

En République Démocratique du Congo, la majorité des financements humanitaires continue de transiter par les agences internationales et les grandes ONGI. Les coûts indirects (ICR), généralement compris entre **7 et 10 % des budgets**, restent concentrés au sommet du système. Ce sont pourtant ces ressources qui financent les bureaux, les équipes, les systèmes de gestion, la crédibilité institutionnelle et la croissance des organisations.

L'allocation américaine de **150 millions de dollars** a constitué une illustration parfaite de ce déséquilibre. Une opportunité majeure a été refusée aux ONG nationales congolaises, qui auraient pu accéder directement à des financements importants leur permettant de constituer des réserves stratégiques à travers les coûts indirects (ICR), de renforcer leurs systèmes et de consolider leur crédibilité institutionnelle. Au lieu de cela, les ressources ont été concentrées presque exclusivement entre les agences des Nations Unies et les grandes ONGI, reproduisant un modèle où le pouvoir financier et décisionnel reste verrouillé au sommet du système.

Pendant ce temps, les ONG congolaises exécutent les activités sur le terrain, souvent sans accès direct aux financements ni aux ICR. Le résultat est un cercle fermé : **Pas d'ICR → pas de structure → pas de crédibilité → pas d'accès → pas d'ICR.**

Il apparait donc clairement que problème n'est pas l'absence de capacité locale. Le problème est un système qui empêche cette capacité d'exister pleinement.

Un modèle fragile, coûteux et inefficace qui garde les ONG locales qui connaissent le mieux et les réalités locales sans ressources, confinées dans un rôle d'exécutantes, dépendantes de manière chronique des intermédiaires internationaux, ce qui entraîne une dégradation de la redevabilité envers les communautés.

Ce que CONAFOHD demande, c'est le transfert réel de pouvoir à travers:

La transparence totale des flux financiers, la garantie d'au **moins 25 % des financements** directs aux ONG nationales d'ici 2027, avec **7-10 % d'ICR** attachés, l'évaluation des partenaires sur le pouvoir transféré et non uniquement sur les dépenses, le financement du renforcement institutionnel des ONG locales.

L'enjeu est de sortir de la dépendance et non pas d'exclure les acteurs internationaux, mais de transformer leur rôle : passer d'un modèle de substitution à un modèle d'accompagnement, de transfert et de co-construction.

CONAFOHD appelle à **faire le choix de l'action plutôt que celui des promesses.**